



CÔTE D'IVOIRE
Sidi Ould Tah prend les rênes de la BAD et appelle à un changement de paradigme face aux défis africains

GUINÉE
la campagne pour le référendum du 21 septembre s'ouvre dans un climat marqué par la suspension de l'opposition

ALGÉRIE
le président Abdelmadjid Tebboune limoge son Premier ministre Nadir Larbaoui sans explications

MAURITANIE
naufrage tragique, au moins 49 morts et une centaine de disparus

GRAND FORMAT
Présidentielle au Bénin

WADAGNI, L'HOMME DE LA CONTINUITÉ ?

SOMMAIRE

POLITIQUE

GUINÉE : LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM DU 21 SEPTEMBRE S'OUVRE DANS UN CLIMAT MARQUÉ PAR LA SUSPENSION DE L'OPPOSITION

6

ALGÉRIE : LE PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE LIMOGE SON PREMIER MINISTRE NADIR LARBAOUI SANS EXPLICATIONS

7

NIGER : NATHALIE YAMB DEVIENT CONSEILLÈRE SPÉCIALE DU GÉNÉRAL TIANI ET OBTIENT UN PASSEPORT DIPLOMATIQUE

8

SENÉGAL : ABASS FALL, DU PASTEF, ÉLU MAIRE DE DAKAR – UN NOUVEAU DÉPART POUR LA CAPITALE

9

CÔTE D'IVOIRE : SIX FONCTIONNAIRES INTERCEPTÉS PAR DES SUPPLÉTIFS BURKINABÈ ET CONDUITS À OUAGADOUGOU

10

CÔTE D'IVOIRE : PRÉSIDENTIELLE 2025, PLUS DE 50 DOSSIERS DÉPOSÉS AUPRÈS DE LA CEI – LA LISTE DÉFINITIVE ATTENDUE D'ICI LE 10 SEPTEMBRE

11

ÉCONOMIE

TRESORERIE EN TENSION : 3 ERREURS CLASSIQUES À ÉVITER

13 - 15

CÔTE D'IVOIRE : SIDI OULD TAH PREND LES RÊNES DE LA BAD ET APPELLE À UN CHANGEMENT DE PARADIGME FACE AUX DÉFIS AFRICAINS

17

LIBERIA : LE PRÉSIDENT JOSEPH BOAKAI LIMOGE TROIS HAUTS RESPONSABLES DE LA LUTTE ANTIDROGUE

18

BURKINA FASO-RUSSIE : VERS L'OUVERTURE DE VOLZ DIRECTS ENTRE OUAGADOUGOU ET MOSCOU

19

GRAND FORMAT

PRÉSIDENTIELLE
AU BÉNIN

WADAGNI, L'HOMME DE LA
CONTINUITÉ ?



20 - 28

CÔTE D'IVOIRE : AU MOINS 10 000 RÉFUGIÉS GHANÉENS FUIENT UN CONFLIT FONCIER ET TROUVENT REFUGE DANS LE BOUNKANI

31

SOUUDAN : PLUS DE 158 MORTS DANS UNE ÉPIDÉMIE DE CHOLÉRA, L'ACCÈS AUX SOINS ENTRAVÉ PAR LA GUERRE

32

MAURITANIE : NAUFRAGE TRAGIQUE, AU MOINS 49 MORTS ET UNE CENTAINE DE DISPARUS

33

A dark blue-toned photograph of a man in a suit. He is wearing a light-colored dress shirt and a dark tie. He is holding a large, rolled-up document or blueprint in his hands. The lighting is dramatic, with strong highlights on the suit's lapels and the document, while the rest of the scene is in deep shadow.

POLITIQUE



En savoir plus : <https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97 / info@eclairconsulting.net
Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

Politique



GUINÉE : LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM DU 21 SEPTEMBRE S'OUVRE DANS UN CLIMAT MARQUÉ PAR LA SUSPENSION DE L'OPPOSITION

La campagne pour le référendum constitutionnel du 21 septembre a été officiellement lancée dimanche 31 août à Conakry, dans une atmosphère calme et sans grandes mobilisations. Ni le gouvernement ni les partis d'opposition – actuellement suspendus – n'ont organisé d'événements pour rallier les électeurs. Seules quelques initiatives de soutien aux autorités de la Transition ont marqué ce début de campagne atypique.

Malgré une météo défavorable, plusieurs centaines de partisans du « oui » ont bravé la pluie pour manifester leur appui au projet constitutionnel. Vêtus de t-shirts blancs à l'effigie du président de la Transition, Mamadi Doumbouya, ils ont défilé du Palais du Peuple au Palais présidentiel en scandant « Votons oui pour

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS
DIABÈTE, - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE-
MEDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PEDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS

07 10 78 14 06/27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE,ROSIERS PROGRAMME 2,BARRIÈRE 2

Politique



ALGÉRIE : LE PRÉSIDENT ABDELMADJID TEBBOUNE LIMOGE SON PREMIER MINISTRE NADIR LARBAOUI SANS EXPLICATIONS

Le jeudi 28 août, le président algérien Abdelmadjid Tebboune a pris la décision inattendue de mettre fin aux fonctions de son Premier ministre, Nadir Larbaoui, en poste depuis novembre 2023. L'annonce, faite par décret présidentiel, n'a été accompagnée d'aucune explication officielle, laissant planer le mystère sur les raisons de cette éviction.

L'intérim est assuré par Sifi Ghrieb, ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Titulaire d'un doctorat en physique-chimie des matériaux de l'Université d'Annaba, il possède une solide expérience dans le secteur industriel, ayant notamment présidé le conseil d'administration de la société qataro-algérien

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

NIGER : NATHALIE YAMB DEVIENT CONSEILLÈRE SPÉCIALE DU GÉNÉRAL TIANI ET OBTIENT UN PASSEPORT DIPLOMATIQUE



Nathalie Yamb, militante suisse-camerounaise connue pour ses positions panafricanistes radicales, a été nommée conseillère spéciale du président de la junte nigérienne, le général Abdourahamane Tiani. L'annonce de cette nomination a été accompagnée de la délivrance d'un passeport diplomatique par le Niger, un geste hautement symbolique dans un contexte de tensions politiques, notamment après les sanctions récemment imposées par l'Union européenne à son encontre.

Sur sa page Facebook, Nathalie Yamb a exprimé sa gratitude envers le général Tiani pour la confiance accordée, qualifiant sa nomination d'« acte de solidarité et de reconnaissance de notre combat collectif pour la souveraineté et la dignité

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique

SÉNÉGAL : ABASS FALL, DU PASTEF, ÉLU MAIRE DE DAKAR — UN NOUVEAU DÉPART POUR LA CAPITALE



Le lundi 25 août 2025, Abass Fall, ministre du Travail et membre du parti au pouvoir, le Pastef, a été élu maire de Dakar lors d'un conseil municipal. Il succède à Ngoné Mbengue, qui assurait l'intérim depuis la destitution de Barthélémy Dias en décembre 2024.

Avec 49 voix sur 88, Abass Fall s'est imposé face à ses concurrents Ngoné Mbengue, Mohamadou Massamba Sèye et Daouda Guèye. Son élection constitue une victoire politique importante pour le Pastef, qui consolide ainsi son influence dans la capitale sénégalaise. À la tête d'une métropole de plus de 3 millions d'habitants, le nouveau maire devra répondre à de nombreux défis : urbanisation rapide,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique



CÔTE D'IVOIRE : SIX FONCTIONNAIRES INTERCEPTÉS PAR DES SUPPLÉTIFS BURKINABÈ ET CONDUITS À OUAGADOUGOU

Le dimanche 24 août, un incident marquant s'est produit dans la région du Bounkani, au nord-est de la Côte d'Ivoire. Six agents de la Direction d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides (Deraa) ont été interceptés par des membres des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), supplétifs de l'armée burkinabè. Ces fonctionnaires étaient en mission dans la sous-préfecture de Tougbo, près de la frontière, afin de recenser des familles burkinabè réfugiées en Côte d'Ivoire.

Selon un humanitaire présent sur les lieux, l'équipe aurait emprunté par erreur la direction de Moussoukantou, une localité située côté burkinabè où sont stationnés de nombreux VDP. Après leur interception, les six agents ivoiriens ont été transférés

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Politique



CÔTE D'IVOIRE : PRÉSIDENTIELLE 2025, PLUS DE 50 DOSSIERS DÉPOSÉS AUPRÈS DE LA CEI — LA LISTE DÉFINITIVE ATTENDUE D'ICI LE 10 SEPTEMBRE

La Côte d'Ivoire se prépare activement à l'élection présidentielle du 25 octobre 2025. Les candidats intéressés avaient jusqu'au mercredi 27 août à minuit pour déposer leur dossier auprès de la Commission électorale indépendante (CEI). Au total, plus de 50 candidatures ont été enregistrées, illustrant un engouement marqué pour un scrutin qui s'annonce décisif pour l'avenir politique du pays.

Parmi les figures majeures en lice figurent le président sortant Alassane Ouattara, représentant le RHDP, l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan pour le FPI, ainsi que l'ex-Première dame Simone Ehivet Gbagbo, porte-voix du MGC. D'autres partis d'envergure, tels que le PDCI et le PPA-Cl, ont également présenté des

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)

ÉCONOMIE





TRESORERIE EN TENSION : 3 ERREURS CLASSIQUES A EVITER

Par **Meryl BONI**
Consultante Athari Advisors



Quand l'oxygène de l'entreprise se raréfie, mieux vaut savoir anticiper que réparer

La trésorerie est à une PME ce que l'oxygène est à un organisme vivant : tant qu'elle circule, l'entreprise peut avancer, produire, payer ses charges et investir. Mais dès qu'elle se tend, c'est tout le fonctionnement qui vacille. En Afrique francophone, où l'accès au financement est souvent limité et les délais de paiement longs, les tensions de trésorerie ne sont pas l'exception, mais la norme. Pourtant, beaucoup de dirigeants tombent dans les mêmes pièges. Voici trois erreurs classiques à éviter pour préserver la santé financière de son entreprise.

Confondre chiffre d'affaires et encaissements

C'est sans doute l'erreur la plus fréquente : penser que vendre, c'est gagner. Or, le chiffre d'affaires ne veut rien dire tant qu'il n'est pas encaissé. De nombreuses PME enregistrent des ventes à crédit ou des contrats prometteurs, mais oublient de surveiller les délais de règlement. Résultat : les charges courant, les salaires doivent être versés, mais la trésorerie reste vide.

Il est essentiel de piloter les flux de trésorerie réels, pas simplement la facturation. Cela

suppose un suivi rigoureux des encaissements, des relances systématiques, et parfois une réflexion sur la politique commerciale : vaut-il mieux accorder un rabais pour un paiement comptant que de courir après un paiement à 90 jours ? Dans une logique de survie, le cash est roi.

Sous-estimer les charges fixes et les effets de saisonnalité

Certaines dépenses reviennent tous les mois, que l'activité soit florissante ou non : loyers, salaires, abonnements, amortissements... Ce sont les charges fixes, et elles peuvent rapidement asphyxier une entreprise si elles ne sont pas anticipées. À cela s'ajoute la saisonnalité, souvent mal prise en compte : dans certains secteurs (agriculture, éducation, événementiel), les recettes varient selon les périodes de l'année, mais les dépenses, elles, restent constantes.

La solution passe par un budget de trésorerie prévisionnel, qui permet d'identifier les pics et les creux de liquidité mois par mois. Ce document, souvent ignoré dans les PME, est pourtant un outil vital. Il aide à anticiper les besoins de financement, à négocier les délais avec les fournisseurs, ou à ajuster le rythme des investissements.

Tarder à alerter ou à ajuster

Beaucoup de dirigeants attendent d'être au bord du gouffre pour réagir : ils s'endettent pour couvrir un découvert, retardent les salaires, coupent dans l'outil de production... Cette réaction tardive est souvent le signe d'un manque de visibilité financière ou d'un déni. Or, plus tôt une tension est identifiée, plus les marges de manœuvre sont grandes. Un banquier est plus enclin à accompagner une entreprise qui anticipe ses difficultés qu'une structure en situation d'urgence. De même, un fournisseur peut accepter un rééchelonnement si le dialogue est ouvert en amont.

Il est donc crucial de mettre en place un système d'alerte : un solde minimum de trésorerie à respecter, des indicateurs de performance simples (délai moyen de paiement client, ratio de couverture des charges fixes...), et surtout une culture interne de la transparence financière.

La trésorerie ne doit pas être une variable d'ajustement ou un sujet tabou. Elle doit être pilotée comme une priorité stratégique, au même titre que le chiffre d'affaires ou la production. Dans un environnement où les imprévus sont nombreux, savoir éviter ces trois

erreurs — confondre ventes et encaissements, ignorer les charges fixes et tarder à réagir — peut faire toute la différence entre une entreprise qui traverse les turbulences, et une autre qui s'effondre brutalement. Chez Athari Advisors, nous accompagnons les PME pour reprendre la main sur leur cash, et redonner à la trésorerie la place qu'elle mérite : celle de garant de la liberté d'action.





Un cabinet de conseil engagé
dans la transformation durable



En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU

Economie

Côte d'Ivoire : Sidi Ould Tah prend les rênes de la BAD et appelle à un changement de paradigme face aux défis africains



Ce lundi 1er septembre 2025, la Banque africaine de développement (BAD) a connu un tournant majeur avec l'intronisation de Sidi Ould Tah, économiste mauritanien, en tant que président. Lors d'une cérémonie solennelle à Abidjan, siège de l'institution, il a officiellement succédé à Akinwumi Adesina, qui a dirigé la Banque pendant une décennie. Ce changement de leadership intervient à un moment critique, alors que le continent africain est confronté à des défis économiques et environnementaux croissants.

Dans son discours inaugural, Sidi Ould Tah a affirmé sa volonté de servir la Banque avec « loyauté, discrétion et conscience », en mettant l'intérêt supérieur de l'institution au centre de son action. Il a insisté sur l'urgence de « revisiter le plan d'investissement » et d'« adopter un nouveau paradigme » afin de répondre efficacement aux enjeux pressants de l'Afrique.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Economie

Liberia : le président Joseph Boakai limoge trois hauts responsables de la lutte antidrogue



Face à une crise sans précédent liée à la consommation de drogues de synthèse, le président libérien Joseph Boakai a pris une décision radicale. Le jeudi 28 août, il a annoncé le licenciement de trois hauts responsables de l'Agence nationale de lutte contre la drogue, dont le directeur général, son adjoint chargé des affaires administratives et l'adjoint en charge des opérations. La présidence a évoqué des « raisons administratives » pour justifier cette mesure.

Cette décision intervient alors que le pays est confronté à une explosion de la consommation de kush, une drogue de synthèse bon marché qui ravage particulièrement la jeunesse. Selon les Nations unies, un jeune sur cinq au Liberia en consommerait désormais, illustrant l'ampleur dramatique du phénomène.

La pression populaire s'est intensifiée ces dernières semaines : il y a trois semaines, des milliers de Libériens ont manifesté à Monrovia pour exiger des mesures concrètes. Le malaise s'est accentué avec la fuite d'un enregistrement audio compromettant, où un responsable de l'agence

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Economie

Burkina Faso–Russie : vers l'ouverture de vols directs entre Ouagadougou et Moscou



Le Burkina Faso et la Russie envisagent l'ouverture d'une ligne aérienne directe reliant Ouagadougou à Moscou, une initiative destinée à renforcer les échanges touristiques, culturels et économiques entre les deux pays. L'information a été confirmée par l'ambassadeur du Burkina Faso en Russie, Aristide Tapsoba, lors du forum Technoprom-2025 tenu à Novossibirsk, selon l'Agence d'Information du Burkina (AIB).

Selon le diplomate, une compagnie aérienne russe a déjà manifesté son intérêt pour établir non seulement la liaison Ouagadougou–Moscou, mais également des vols directs vers les capitales du Mali et du Niger. Cette perspective est perçue comme une opportunité majeure pour développer le tourisme et favoriser une meilleure compréhension culturelle entre les deux nations.

Les relations burkinabo-russes connaissent déjà un regain d'activité. Depuis le début de l'année, plus de 500 ressortissants russes ont visité le Burkina Faso, notamment à l'occasion

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)



GRAND FORMAT

Présidentielle
au Bénin

■ WADAGNI, L'HOMME DE LA CONTINUITÉ ?



Le 31 août 2025, la coalition présidentielle au Bénin a levé le voile sur son choix pour l'élection présidentielle de 2026. Réunis au domicile du président Patrice Talon, les principaux leaders du Bloc Républicain et de l'Union Progressiste pour le Renouveau ont désigné à l'unanimité Romuald Wadagni, ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, comme candidat officiel. Cette décision constitue un moment charnière de la vie politique nationale, car elle fait entrer dans l'arène électorale une personnalité jusqu'ici connue surtout pour son profil technocratique et son rôle central dans les réformes économiques menées depuis 2016.

Le choix de Romuald Wadagni traduit une stratégie mûrement réfléchie de la coalition au pouvoir. En misant sur un ministre reconnu pour sa rigueur et sa loyauté, le camp présidentiel affiche sa volonté de maintenir une continuité dans la méthode Talon, fondée sur la discipline budgétaire, l'efficacité administrative et l'attractivité pour les investisseurs étrangers. Il s'agit aussi de

garantir la stabilité d'un système politique qui a profondément marqué la dernière décennie et que le président sortant souhaite transmettre sans heurts, conformément à sa promesse de ne pas briguer un nouveau mandat.

Au-delà des calculs politiques internes, cette désignation revêt une importance particulière pour la démocratie béninoise. Dans une région où de nombreux chefs d'État ont cédé à la tentation de réviser la Constitution pour prolonger leur règne, Patrice Talon confirme son intention de céder le pouvoir à un successeur choisi dans le respect des règles établies. Ce passage de relais, dans un climat de relative sérénité institutionnelle, renforce l'image du Bénin comme une démocratie stable et respectueuse de ses engagements. Il ouvre en même temps une nouvelle page dont l'enjeu majeur sera de savoir si Romuald Wadagni saura transformer son statut de technocrate respecté en figure politique capable de rassembler et de convaincre au-delà du cercle du pouvoir.

Formation et débuts professionnels

Né le 20 juin 1976 à Lokossa, Romuald Wadagni est expert-comptable certifié en France et aux États-Unis. Il est également titulaire d'un master en finances de Grenoble et a suivi des formations spécialisées en private equity et venture capital (Harvard Business School). Sa carrière démarre chez Deloitte en France à partir de 1998, puis se poursuit aux États-Unis à partir de 2003, où il acquiert une expertise en normes internationales (IFRS/US GAAP) et en opérations de marché. Il devient associé en 2012 et se voit confier en 2015 la création du bureau de Deloitte en RDC tout en pilotant la pratique Audit pour l'Afrique francophone.

Retour au pays

Le 7 avril 2016, à la suite de l'élection de Patrice Talon, Wadagni est nommé ministre de l'Économie et des Finances (puis reconduit en mai 2021 avec rang de ministre d'État). Son retour au pays s'inscrit dans la volonté affichée du nouveau pouvoir de crédibiliser rapidement la politique budgétaire et d'améliorer l'attractivité pour les investisseurs. La date et la reconduction sont attestées par la biographie officielle du ministère.

Ministre des Finances : rôle clé dans la gouvernance économique

À ce poste, Wadagni se distingue par une gestion active de la dette et l'accès inédit de Cotonou aux marchés internationaux. En janvier 2021, le Bénin réalise une émission de 1 milliard € en deux tranches (11 ans et 31 ans), première opération africaine de l'année, selon le communiqué du ministère. En juillet 2021, le pays place un « SDG bond » de 500 M€ à 4,95 % (12,5 ans), première émission souveraine africaine explicitement dédiée aux ODD, confirmée par Reuters et par les documents officiels. Parallèlement, un programme conjoint FMI FEC/ MEDC (42 mois) est approuvé en juillet 2022 (environ 638–650 M \$), ancrant une stratégie de mobilisation des recettes et de consolidation budgétaire. En avril 2024, S&P relève la note souveraine de « B+ » à « BB- », saluant la résilience et la trajectoire de croissance. Les dernières données de la Banque mondiale confirment une croissance robuste (7,2 % en 2021, 6,4 % en 2023, 6,7 % en 2024).

Réalisations et image publique

Plusieurs indicateurs indépendants étaient l'image d'un gestionnaire focalisé sur la transparence et la soutenabilité. L'Open Budget Survey 2023 classe le Bénin 9e sur 125 pays avec un score de transparence de 79/100 (niveau « suffisant »), très au-dessus de la moyenne mondiale. Sur le front de l'environnement des affaires, la CNUCED souligne l'impact de la plateforme monentreprise.bj, qui a accéléré la création d'entreprises et vaut au Bénin une visibilité internationale sur la facilitation des procédures. Enfin, au plan régional, Wadagni a présidé le Conseil des ministres de l'UEMOA ; sous cette casquette, il a pris part aux négociations ayant abouti, en décembre 2019, à l'accord de réforme du franc CFA avec la France. Ces éléments documentent une réputation solide auprès des bailleurs et des marchés, tout en nourrissant, côté interne, une perception d'exigence et de rigueur financières.

Les années Talon : bilan et héritage



Depuis son accession à la présidence en avril 2016, Patrice Talon a lancé un programme ambitieux de réformes structurelles visant à moderniser l'économie, renforcer l'infrastructure publique, améliorer les services de santé et d'éducation, et renforcer les recettes fiscales de l'État. Cette démarche s'inscrit dans un plan d'action gouvernemental d'envergure de l'ordre de 15 milliards de dollars sur cinq ans, visant à impulser une dynamique durable de développement.

Réformes phares

Dans le domaine économique, l'administration Talon a œuvré à l'assainissement des finances publiques, à la rationalisation de la dépense, à la professionnalisation de la collecte fiscale et à la simplification des procédures administratives. Sur le plan infrastructurel, des investissements massifs ont visé à renforcer les secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports et du tourisme, notamment en attirant des groupes hôteliers internationaux comme Banyan Tree, Club Méditerranée, Sofitel ou Rotana. Par ailleurs, la part des dépenses sociales a augmenté – passant de 32,6 % à 43,8 % entre 2018 et 2022 – avec des améliorations dans les services publics comme l'éducation de base.

Points de réussite

Ces réformes ont permis au Bénin de moderniser son économie et d'accroître son attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers. La mobilisation de financements internationaux (y compris les euro-obligations, sous la direction de Romuald Wadagni) illustre la crédibilité retrouvée du pays sur les marchés financiers, tandis que la croissance économique s'est révélée longue et soutenue. L'amélioration des recettes fiscales et la réforme de la gouvernance administrative ont contribué à créer un environnement plus favorable à l'investissement et à la création d'entreprises.

Sujets de controverse

Cependant, cette dynamique s'est accompagnée d'une centralisation du pouvoir et d'un affaiblissement de la pluralité politique. Dès les élections législatives de 2019, seules deux formations favorables au pouvoir — l'Union Progressiste et le Bloc Républicain — ont été autorisées à concourir, excluant désormais toute opposition du Parlement. Ce scrutin a enregistré un taux de participation historiquement bas (autour de 23 %) et a été critiqué pour des atteintes aux libertés politiques, notamment des arrestations d'opposants, des restrictions des droits et des interventions musclées contre les manifestants, comme l'a souligné Amnesty International.

Des observateurs, y compris Foreign Policy, ont estimé que les évolutions institutionnelles introduites ont créé un système où les élections sont vidées de leur substance, malgré l'apparence démocratique. Le rapport de la Bertelsmann Transformation Index (BTI 2024) souligne que la stabilité caractérisant le Bénin ne reflète pas nécessairement un équilibre institutionnel, mais plutôt une concentration du pouvoir dans les mains de l'exécutif.

Position de Romuald Wadagni

Dans ce paysage politique, Romuald Wadagni s'est imposé comme l'un des piliers technocratiques du système Talon. En tant que ministre de l'Économie et des Finances depuis 2016, il incarne à la fois la rigueur fiscale, le professionnalisme de la gestion publique et la confiance des bailleurs internationaux. Son nom, régulièrement associé à la stabilité macroéconomique et aux succès dans les levées de fonds, lui vaut d'être perçu comme la continuité crédible de la méthode Talon. Il apparaît ainsi comme la figure de confiance du régime, en parfaite adéquation avec le modèle de gouvernance impulsé par Talon.

L'environnement politique actuel

La coalition au pouvoir, incarnée principalement par l'Union Progressiste pour le Renouveau (UPR) et le Bloc Républicain (BR), reste l'axe central du paysage politique béninois. Réunis autour de Patrice Talon, ces partis ont formalisé leur soutien à Romuald Wadagni, un choix unanime, orchestré dans un cadre stratégique — une absence de primaires saluée comme un signe de cohésion interne et un reflet de l'influence de Talon dans la désignation de son successeur. Cette unité traduit clairement une stratégie de continuité du modèle de gouvernance mis en place depuis 2016.

Pourtant, cette coalition fait face à des tensions latentes : si aucun conflit ouvert n'a été signalé, l'absence d'un débat interne autour du choix du candidat rend le pouvoir plus vulnérable à l'accusation de fermeture et de centralisation du pouvoir. L'unanimité affichée pourrait masquer des divisions sous-jacentes, recouverte par la mainmise unitaire du chef de l'État.

L'opposition, quant à elle, se recompose progressivement. Le parti Les Démocrates de l'ancien président Thomas Boni Yayi a retrouvé des sièges à l'Assemblée nationale aux législatives de janvier 2023, obtenant 28 députés sur les 109, après plusieurs années d'exclusion quasi totale. Malgré ce retour, son influence politique demeure limitée, faute de relais institutionnels solides ou de masse critique pour peser efficacement. Le faible taux de participation — à peine 38 % — témoigne d'un désenchantement général et pose la question de la légitimité perçue du système politique.

Parallèlement, la société civile et l'opinion publique affichent une posture ambivalente. D'un côté, le régime affiche une stabilité appréciée et un progrès économique visible, ce qui le rend rassurant. De l'autre, l'alternance démocratique paraît de plus en plus formelle que réelle. Le spectre des atteintes à la liberté d'expression et à la presse, l'emprisonnement d'opposants — dont Joël Aïvo, condamné en 2021 dans des conditions jugées arbitraires par le Groupe de travail de l'ONU — ainsi que des arrestations d'anciens proches de Talon — notamment Olivier Boko et Oswald Homéky, accusés d'avoir fomenté un coup d'État — illustrent le malaise croissant dans certaines franges de la société civile.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte politique sous tension : le Bénin, jadis présenté comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, voit cette réputation s'éroder au fil des réformes électorales restrictives, de la concentration des pouvoirs et des contestations sur la gestion des libertés publiques



Les enjeux de la candidature Wadagni

Alors que la coalition au pouvoir se tourne vers Romuald Wadagni pour assurer la relève, ses enjeux s'inscrivent dans plusieurs tensions clés à la fois internes, nationales et régionales.

Continuité ou rupture : entre héritage Talon et aspiration au renouveau

Romuald Wadagni est perçu comme l'incarnation du "modèle Talon" : efficacité technocratique, discipline fiscale, attractivité économique et stabilité macroéconomique. Sa candidature symbolise une volonté de poursuivre, voire d'affermir, la stratégie de Patrice Talon. Mais sa carrière, marquée par la rigueur néolibérale, pose la question d'un modèle politique en apparence bloqué : sa campagne pourra-t-elle aller au-delà de cette promesse de continuité et offrir un vrai souffle de renouvellement ? Cette tension — entre stabilité rassurante et besoin d'innovation politique — est au cœur du défi qui l'attend, particulièrement dans un contexte où les attentes de la société civile sont déjà fortes.

Une image internationale rassurante mais fragile

Sur le plan extérieur, Wadagni apporte une image rassurante : il est le visagiste du redressement financier du Bénin, celui qui a restauré la confiance des bailleurs de fonds et ouvert les marchés capitaux. Cette stature rassure les partenaires internationaux et les investisseurs, soucieux de continuité et de prévisibilité. Son profil de fin stratège en économie publique en fait la caution idéale de la stabilité. Mais cette perception est à double tranchant : elle le lie étroitement au bilan en cours, et rend toute demande de renouvellement, y compris symbolique, plus délicate à formuler.

Défis internes à l'heure de la jeunesse et de la cohésion sociale

Le Bénin est une nation jeune : avec un âge médian de seulement 18 ans, la transition démographique est un potentiel puissant, mais également un risque si elle n'est pas accompagnée de perspectives économiques solides. Malgré des taux de chômage officiels bas (environ 3,25 % pour les 15–24 ans en 2024), le sous-emploi reste massif — plus de 70 % de jeunes évoluent dans le secteur informel — et l'insertion professionnelle demeure fragile. En réponse, le programme Azôli du gouvernement, soutenu par la Banque mondiale, vise à offrir à 25 000 jeunes vulnérables un premier emploi ou une formation, et vient de bénéficier d'un financement additionnel pour intégrer plus de 60 000 jeunes dans les chaînes de valeur agroalimentaires. Parallèlement, l'agriculture — un secteur clé — est valorisée comme levier d'emploi, avec des projets comme Sèmè City qui ambitionnent de générer plus de 100 000 emplois d'ici 2032, dont une large part pour les femmes. Romuald Wadagni devra donc démontrer qu'il maîtrise ces enjeux sociaux majeurs, en allant au-delà des symboles financiers pour incarner des réponses concrètes à la précarité générationnelle.

Défis externes : un Bénin en équilibre dans un Sahel instable

Sur le plan externe, le contexte régional en Afrique de l'Ouest est extrêmement instable. Les pays voisins comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont quitté la CEDEAO, alors que l'organisation continue de défendre l'ordre constitutionnel, notamment lors de la crise au Niger en 2023 — crise à laquelle le Bénin s'est activement aligné. Ces turbulences fragilisent les routes commerciales, renforcent les menaces sécuritaires à ses frontières et soulignent la fragilité de la cohésion régionale. En réponse, le Bénin, en partenariat avec la CEDEAO et l'Allemagne, a lancé des initiatives visant à renforcer la cohésion sociale et à prévenir l'extrémisme violent dans les zones fragiles du nord du pays, notamment via le projet porté par Tostan et la GIZ. Dans ce paysage, la candidature de Wadagni doit affirmer un positionnement diplomatique clair : rester fidèle aux mécanismes de l'intégration régionale tout en préservant la sécurité nationale.



Perspectives et scénarios



La désignation de Romuald Wadagni par la majorité présidentielle pour l'élection du 12 avril 2026 rebat les cartes sans les bouleverser : elle consolide un pôle de continuité autour de la méthode Talon tout en ouvrant la possibilité d'un repositionnement politique plus « inclusif ». Le choix, acté fin août 2025, a été annoncé comme consensuel au sein de l'Union Progressiste pour le Renouveau et du Bloc Républicain, avec l'appui explicite de Patrice Talon. Dans l'immédiat, ce cadrage confère à Wadagni un avantage d'entrée dans la course et installe l'idée d'un transfert ordonné du pouvoir, à rebours des pratiques régionales de révision constitutionnelle.

Comment sa candidature peut redessiner le paysage

Trois dynamiques, au moins, peuvent se combiner. La première est une continuité assumée : un récit de stabilité macroéconomique et d'efficacité administrative, au service d'objectifs sociaux plus visibles (emploi des jeunes, pouvoir d'achat). Dans cette hypothèse, la campagne capitalise sur le bilan des réformes financières et la crédibilité conquise sur les marchés (reprofilages de dette, émissions internationales, notation S&P relevée à BB- en 2024), en promettant d'en diffuser davantage les dividendes sociaux.

La seconde est une ouverture contrôlée : pour élargir la base électorale, la majorité pourrait envoyer des signaux en matière de libertés publiques et de jeu politique (dialogue avec la société civile sur les règles électoralles, transparence budgétaire), tout en maintenant le cap économique validé par les bailleurs. Les demandes de la société civile d'ajustements du cadre électoral avant 2026, déjà audibles en 2025, donnent une opportunité de repositionnement sans renier la ligne « ordre et résultats ».

La troisième est une compétition resserrée si l'opposition parvient à se fédérer autour d'un duo crédible et à franchir l'obstacle du parrainage (soutien d'au moins 10 % des élus, maires et/ou députés). Le retour des Démocrates à l'Assemblée en 2023 montre que la reconquête institutionnelle est possible, mais la fragmentation et les barrières d'accès au scrutin restent des variables critiques.

Chances de succès face aux adversaires

À ce stade, Wadagni part favori pour au moins trois raisons : l'unité affichée de la coalition, l'effet « sortant par procuration » lié à l'appui du président Talon, et une image internationale de gestionnaire sérieux qui rassure les acteurs économiques. Les articles de référence soulignent ce consensus interne et la logique de continuité du programme économique. La principale inconnue tient à la capacité de l'opposition — Les Démocrates de Boni Yayi et ses alliés potentiels — à aligner un ticket unique, à obtenir les parrainages requis et à mobiliser au-delà de son socle urbain. Les analyses de presse régionale et internationale insistent d'ailleurs sur cette équation de l'unité, posée depuis le printemps 2025.

Projections à moyen terme pour l'économie et la gouvernance

Sur l'économie, les perspectives de base demeurent favorables si la continuité est préservée. Le FMI projette ≈ 6,5 % de croissance en 2025, tandis que la Banque mondiale anticipe ≈ 7,1 % en moyenne sur 2025-2027, après une année 2024 très dynamique. La trajectoire budgétaire a convergé vers la norme UEMOA de 3 % de déficit avec une stratégie de mobilisation accrue des recettes ; S&P maintient le pays dans la catégorie BB- depuis 2024. Ces éléments confortent un scénario « stabilité + réformes ». Les risques principaux sont externes : instabilité sahélienne aux frontières nord, dépendances structurelles (Nigéria, coton), tensions bilatérales (notamment le différend Niger-Bénin autour du pipeline et des frontières) pouvant perturber le commerce et les recettes. Politiquement, la question sera d'adosser ces performances à un contrat social plus visible (emploi des jeunes, services sociaux) et à des gestes de gouvernance répondant aux préoccupations de libertés publiques documentées par les observateurs.



An aerial photograph showing a vast, sprawling settlement characterized by numerous small, simple houses with blue-tiled roofs. The houses are densely packed, forming a grid-like pattern across the landscape. The ground between the houses is a mix of reddish-brown dirt and patches of sparse vegetation. Several narrow, unpaved roads cut through the settlement, creating a network of paths. In the background, more of the same type of housing extends towards the horizon under a clear sky.

SOCIÉTÉ



Améliorer la santé mentale
au travail



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>
(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

Société



Côte d'Ivoire : Au moins 10 000 réfugiés ghanéens fuient un conflit foncier et trouvent refuge dans le Bounkani

La Côte d'Ivoire est confrontée à un afflux massif de réfugiés en provenance du Ghana. Environ 10 000 personnes – femmes, enfants et personnes âgées – ont trouvé refuge dans une demi-douzaine de villages de la région du Bounkani. Cette situation est la conséquence directe d'un conflit foncier entre communautés ghanéennes, qui a poussé ces populations à fuir précipitamment leur pays.

Le président du conseil régional du Bounkani, Philippe Hien, a exprimé ses vives inquiétudes face à ce déplacement massif. Selon lui, l'arrivée soudaine de ces réfugiés exerce une pression supplémentaire sur des habitants déjà fragilisés :

« C'est une situation pénible. Aujourd'hui, se retrouver avec un peu plus de 10 000 réfugiés provenant de notre frontière devient intenable ! »

[Lire plus :<https://hamanie.news/>](https://hamanie.news/)



Un cabinet de conseil
engagé dans la
transformation durable

<https://athari-as.com/>
+2250759956898
infos@athari-as.com

Société



Soudan : plus de 158 morts dans une épidémie de choléra, l'accès aux soins entravé par la guerre

Dans l'État du Darfour-Sud, au Soudan, une épidémie de choléra a provoqué la mort d'au moins 158 personnes depuis la fin mai, selon les autorités sanitaires locales. Bien que la maladie soit facilement traitable par des méthodes simples comme la réhydratation orale, la guerre en cours complique considérablement l'accès aux soins.

Depuis l'été 2024, près de 100 000 cas de choléra ont été recensés dans le pays, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'UNICEF fait état de plus de 2 400 décès liés à l'épidémie sur la même période. Le dernier communiqué signale 42 nouveaux cas et deux décès enregistrés vendredi. Rien que dans le Darfour-Sud, environ 160 personnes ont succombé au choléra au cours des trois derniers mois, ce qui en fait l'une des régions les plus durement touchées. Plus de la moitié des décès liés à l'épidémie dans le Darfour y ont été enregistrés, précise l'OMS.

Le conflit armé entre l'armée soudanaise et les paramilitaires des Forces de soutien

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

Société

Mauritanie : naufrage tragique, au moins 49 morts et une centaine de disparus



Un drame migratoire a frappé les côtes mauritaniennes, au nord de Nouakchott. Une embarcation transportant 160 migrants, principalement originaires du Sénégal et de la Gambie, a chaviré, provoquant la mort d'au moins 49 personnes et laissant une centaine de disparus.

Les garde-côtes mauritaniens ont confirmé le bilan ce vendredi 29 août, précisant que 49 corps ont été repêchés et inhumés, tandis que 17 survivants ont été secourus. Les recherches se poursuivent pour retrouver les autres passagers. « Il s'agit d'un bilan provisoire susceptible d'évoluer », ont indiqué les autorités.

D'après les premiers éléments, l'embarcation avait quitté la Gambie une semaine auparavant. En apercevant les lumières de Lemhaijrat, les migrants se seraient déplacés massivement d'un côté du bateau, entraînant son chavirement, selon un responsable des garde-côtes. Ce drame survient dans un contexte marqué par la dangerosité croissante des routes migratoires vers l'Europe. En 2024,

[Lire plus :https://hamanie.news/](https://hamanie.news/)

BREVES



AFRIQUE : SELON L'UA, LE CONTINENT PERD 88 MILLIARDS DE DOLLARS PAR AN À CAUSE DES FLUX FINANCIERS ILLICITES

<https://hamanie.news/afrique-selon-lua-le-continent-perd-88-milliards-de-dollars-par-an-a-cause-des-flux-financiers-illicites/>



BURKINA FASO : LES PRATIQUES HOMOSEXUELLES DÉSORMAIS INTERDITES ET PASSIBLES DE DEUX À CINQ ANS DE PRISON

<https://hamanie.news/burkina-faso-les-pratiques-homosexuelles-desormais-interdites-et-passibles-de-deux-a-cinq-ans-de-prison/>



GHANA : LA PRÉSIDENTE DE LA COUR SUPRÊME GERTRUDE ARABA ESAABA TORKOROO, DESTITUÉE SUITE À DES ACCUSATIONS DE MALVERSATIONS

<https://hamanie.news/ghana-la-presidente-de-la-cour-supreme-gertrude-araba-esaaaba-torkoroo-destituee-suite-a-des-accusations-de-malversations/>



SOUUDAN : PLUS DE 1 000 MORTS DANS UN GLISSEMENT DE TERRAIN DÉVASTATEUR AU DARFOUR

<https://hamanie.news/soudan-plus-de-1-000-morts-dans-un-glissement-de-terrain-devastateur-au-darfour/>



RDC : CONSTANT MUTAMBA, EX-MINISTRE DE LA JUSTICE, CONDAMNÉ À TROIS ANS DE TRAVAUX FORCÉS POUR DÉTOURNEMENT DE FONDS PUBLICS

<https://hamanie.news/rdc-constant-mutamba-ex-ministre-de-la-justice-condamne-a-trois-ans-de-travaux-forces-pour-detournement-de-fonds-publics/>



CHAN 2024 : LE MAROC DÉCROCHE SON TROISIÈME TITRE APRÈS UNE FINALE PALPITANTE CONTRE MADAGASCAR

<https://hamanie.news/chan-2024-le-maroc-decroche-son-troisieme-titre-apres-une-finale-palpitante-contre-madagascar/>

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous

 emmanuel.mian@mianmedia.com

 (+33) 7 55 89 00 81

 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com